Crise financière internationale : Quelles conséquences pour l'Afrique ?

Colloque de 13 décembre 2008

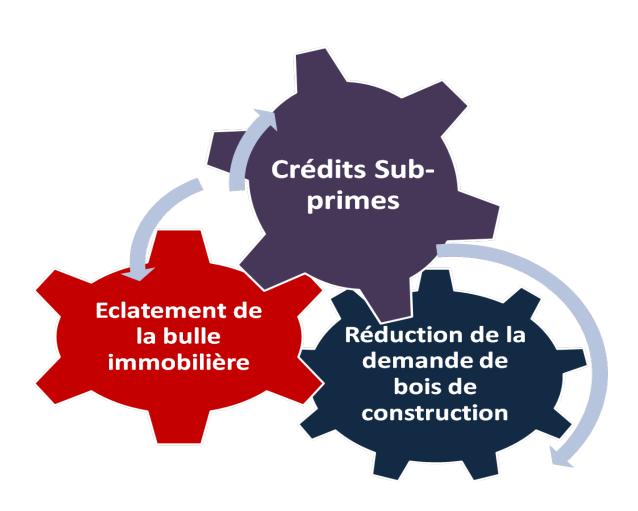
La gestion responsable des ressources forestières en Afrique face à la crise

Communication présentée par

Dr. Jean BAKOUMA

Centre d'études Stratégiques du bassin du Congo

Introduction l'emprise des marchés financiers sur le secteur forestier



I-L'impact de la crise sur le commerce international des bois africains

Marché chinois: premier marché de bois d'Afrique

Importations de bois bruts

4,165 millions au 1er Tri2008



Demande en baisse de 12% par rapport à 2007 à la même période

Conséquence: réduction des exportations des pays d'Afrique

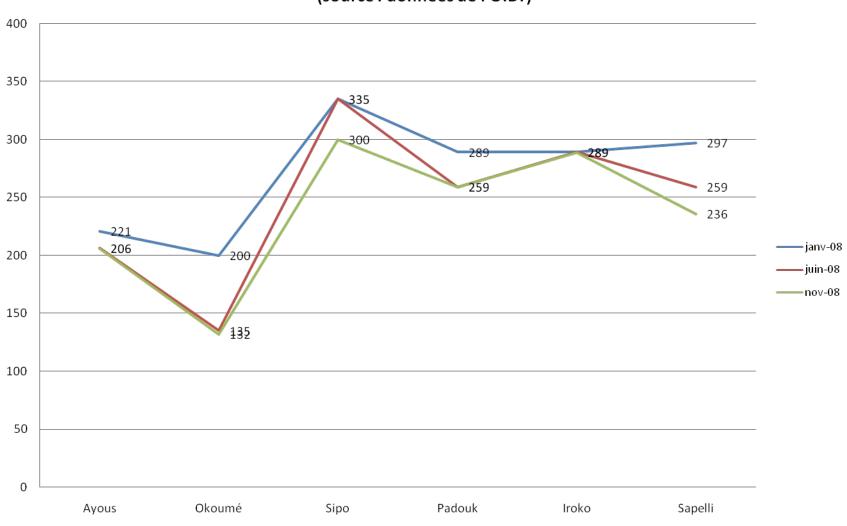


Impact sur les prix qui sont tirés vers le bas

Baisse des prix allant de -7% à -34% selon les essences en bois bruts, et de -3% à -20% en sciages

Prix de quelques essences, d'Afrique centrale sur le marché asiatique(€/m3)

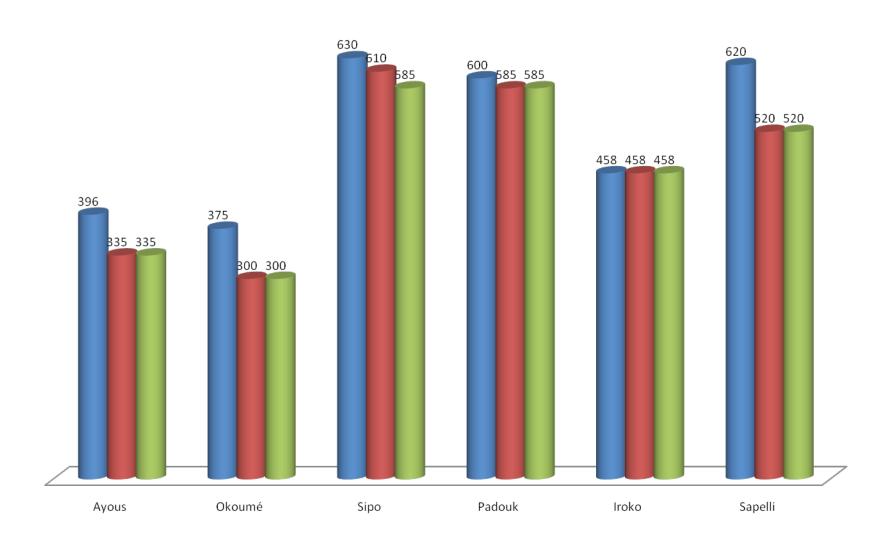
(source : données de l'OIBT)



Prix de bois sciés d'afrique centrale sur le marché asiatique (€/m3)

(source : données de l'OIBT)





Le marché européen, deuxième marché des bois africains

Baisse des importations de bois bruts



Des situations diversifiées selon les marchés européens des bois africains

Marché français a bien tenu

Marchés italien et espagnol en recul



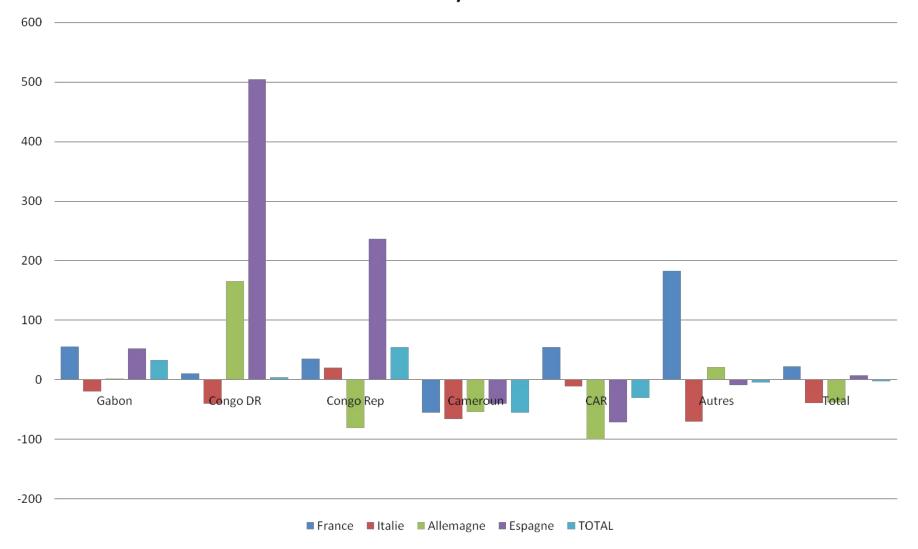
Net recul de tous les marchés européens des bois sciés d'Afrique

De -4% au Pays-bas

à -24% en Grande Bretagne

EU-25 :Variation en % des importations en volume de bois bruts en provenance des pays tropicaux,

1er Tri 2008/1er Tri2007



EU-25 : variation en % des importations de sciage en volume en provenance d'Afrique 1er Tri2008-1er Tri 2007

	Pays- bas	France	Italie	Espagne	GB	Total
Gabon	30	27	-5	-18	n.d	-4
Congo DR	101	-11	18	-55	687	48
Congo Rep	-66	63	15	65	158	30
Cameroun	-15	-2	6	4	-34	-10
Ghana	-40	-36	-5	-21	-49	-25
Côte d'ivoire	-7	-31	-25	12	49	-7
Total	-4	-11	-10	0	-24	-11

Source: OIBT

Les conséquences

Conséquences sur les recettes fiscales de l'Etat induites par la baisse des prix à l'export (tax ad-valorem)

Conséquence sur les marges des entreprises

Tendance à l'ajournement de l'investissement pour la gestion durable et la certification forestière qui ne compte que 2,7millions d'ha sur 180 millions de forêts, dont 50millions sont concédées à l'exploitation.

II- L'impact sur les mécanismes de financement de la politique forestière

Moins de fonds risquent d'être affectés aux projets

Moins de fonds risquent d'être affectés aux différents fonds fiduciaires

Au niveau des outils traditionnels de financement

Possible difficultés de conversion de dettes contre nature et difficulté de financement des institutions sousrégional (COMIFAC)

Risque de perturbation des financements bilatéraux

1-ère proposition:

Une taxe carbone sur les ventes de quotas et des services et produits gourmands en carbone pour financer un fonds REDD.

Partager le contenu du fonds entre les initiatives REDD en fonction des réductions d'émissions permises

2eme proposition

Ventes aux enchères des quotas d'émission pour alimenter un fonds à partager

Le financement par le marché de carbone et le mécanisme REDD **3**ème **proposition**: crédit négociables: convertir les réductions d'émissions en crédit carbone pouvant être vendu aux industries ou pays

L'idée est d'exploiter les marchés de carbone pour financer la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation

Conclusion

- Le principal problème est un dilemme « marché contre fonds » lequel risque de perdurer avec la crise.
- Dans les deux premières propositions, la question du partage est cruciale et risque d'être complexe.
- La troisième proposition a l'avantage de réduire les coûts de mise en conformité des pays industrialisés.
- L'inconvénient est qu'un prix trop bas pourrait se traduire par des réductions moins importantes que celles visées par la commission européenne par exemple.

- Il ya des obstacles à surmonter :
- du côté de l'offre : quel serait le scénario de référence pour exploiter les marchés du carbone.

• Du côté de la demande: l'évaluation des volumes de crédits à importer dans les pays industrialisés susceptible de pérenniser le marché n'est pas encore finie.